

LE PLAN DE TRUMP : UNE « PAIX » COLONIALE IMPOSÉE SUR LES CADAVRES ET LES RUINES DE GAZA

RÉVOLUTIONNAIRES

43 16 OCTOBRE 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Macron, Lecomu
et le PS
s'accordent sur
un budget d'austérité

**Censurons-les par
nos luttes,**

**NE SUSPENDONS PAS
NOS GRÈVES !**

ÉDITORIAL

**À nous, travailleurs et
travailleuses, de nous
faire entendre !**

Le cirque parlementaire continue entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Le PS, comme d'habitude, propose ses services pour la sauver... Mais en tant que travailleurs, nous avons notre carte à jouer !

LE PS À LA RESCOURSSE DE MACRON ET DES PATRONS

Lecomu pense avoir gagné un sursis en élargissant son « socle commun » au PS d'Olivier Faure. La face réjouie de François Hollande à l'Assemblée est à elle seule tout un programme ! Car le rescapé Lecomu a présenté un budget de guerre sociale qui mérite le soutien de l'auteur de la loi Travail. Gel des pensions, doublement des franchises médicales, baisse des moyens des hôpitaux, baisse du salaire net des apprentis, augmentation des impôts des retraités qui touchent plus de 1 600 euros par mois, baisse accélérée des impôts sur les entreprises, suppressions de postes de fonctionnaires, baisse drastique des dotations pour les sports et la culture... Mais des milliards pour la guerre (+13 % pour les armées), pour le patronat (aucune remise en cause des 200 milliards de subventions et exonérations annuelles) et pour les banques (qui palpent sans rien faire les intérêts de la dette). Un musée des horreurs patronales qui n'a rien à envier à celui de Bayrou !

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Madagascar : le président, ami de Macron prend la fuite face à la révolte

La révolte qui a éclaté à Madagascar contre la corruption, les coupures d'eau et d'électricité, sous la bannière de la « GenZ », vient d'entraîner la fuite du président Rajoelina, en place depuis 2009 (et largement soutenu jusqu'à aujourd'hui par Macron). Il a été exfiltré à bord d'un avion de l'armée française. Son complice milliardaire Ravatomanga et l'ancien Premier ministre Christian Ntsay ont fui de leur côté sur l'île Maurice.

LE POUVOIR ÉBRANLÉ

Rajoelina avait pourtant tout tenté pour rester au pouvoir. Il s'obstine d'ailleurs à dire qu'il n'est pas démissionnaire et annonce par décret, de son exil, la dissolution de l'Assemblée nationale, ce mardi 14 octobre, alors que la mobilisation ne faiblit pas ! La répression a pourtant déjà tué plus de vingt personnes. Chaque jour, les manifestations se sont poursuivies à Antananarivo et dans d'autres grandes villes comme Antsirana, Tuléar, Antsirabe et Fianarantsoa. Sous pression, le président a limogé son gouvernement le 6 octobre et nommé Premier ministre un général, ancien chef du cabinet militaire du Premier ministre sortant. Les protestations ont continué. Le 11 octobre, c'est l'armée qui lui a fait faux bond, derrière l'une de ses principales composantes, le régiment Capsat (base militaire de la capitale), le même qui déjà en 2009 avait œuvré au renversement de l'ancien président Ravalomanana lors d'un soulèvement populaire... pour mettre en place Rajoelina ! Cette fraction de l'armée agit sous la pression des manifestants, mais pour sauver l'essentiel du régime, tout en alimentant des illusions, notamment parmi des animateurs du collectif « GenZ Madagascar », qui espèrent changer les choses en participant au nouveau gouvernement.

LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT MALGACHE ET LE RÔLE DE L'ARMÉE

Si la tête du régime a été coupée, ses membres fonctionnent toujours. Des gouverneurs nommés par Rajoelina en 2019 conservent leurs postes. La négociation pour renverser Rajoelina a été menée entre le colonel dirigeant le Capsat et les généraux toujours en poste, dont le chef d'état-major. Le ministre de la Gendarmerie, Rakotondrazaka, impliqué dans la répression, est également resté en place. La passation de fonction au nouveau chef d'état major s'est déroulée en présence du ministre des Forces armées du dernier gouvernement Rajoelina. Et l'opposition parlementaire et l'armée ont commencé à s'employer à canaliser la révolte vers des voies

institutionnelles.

LES RÉVOLTÉS ET USURPATEURS DE RÉVOLTES

La révolte a donc marqué des points, mais nombreux sont les politiciens, appartenant à l'opposition ou non, qui accourent pour prendre la place du président déchu. Ils tentent de donner le change, pour reprendre le contrôle et poursuivre la même politique au service de la même minorité de riches possédants de la grande île, et de ces compagnies, dont en bonne place les entreprises françaises, qui exploitent toutes les richesses du pays. Toujours l'empreinte d'un vieux colonialisme pas mort, dont Macron se fait aujourd'hui le champion ! Le spectacle de tous les vieux gouvernants et chefs des forces de répressions soudain convertis, n'est pas de nature à nourrir des illusions chez les jeunes révoltés et dans les classes populaires, elles qui ne connaissent que misère et pénuries. L'enjeu est de ne pas se voir ravir les fruits de la révolte, comme cela a été le cas en 2009, ou plus récemment au Bangladesh ou au Népal...

ARVO VYLTT • 14/10/2025



MANIFESTANTS AU BORD DU LAC ANOSY, SOUTENUS PAR LES FORCES ARMÉES.

Non à une augmentation des frais d'inscription à l'université !

Les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) ont l'obsession d'augmenter les frais d'inscription à l'université. En son temps, Patrick Hetzel (député LR et ministre de l'ESR du gouvernement Barnier) admirait le modèle chinois qui demande 5000 euros à chaque candidat à l'université, le rêve !

Après avoir restreint les subventions aux universités pendant des décennies, l'État agite la possibilité d'augmenter les frais d'inscription pour se financer. C'est déjà le cas pour les étudiants étrangers (hors UE) qui doivent payer dix-sept fois plus que leurs camarades de promo. Un rapport récent de l'inspection générale des finances propose de généraliser cette hausse à l'ensemble des étudiants : de 178 à 2 850 euros pour la licence, et de 254 à 3 879 euros pour le master.

De quoi faire trois milliards de recettes, à l'heure où l'État gave à coup de centaines de milliards d'argent public les patrons et l'armée. Alors que la précarité étudiante explose, qu'un étudiant sur dix dort occasionnellement dans la rue, une telle augmentation achèverait de fermer les portes de la fac aux jeunes les plus défavorisés... à moins d'emprunter aux banques et de les enrichir, comme dans le privé ? Hors de question !

BENJAMIN PALKA • 14/10/2025

LES SANS-FACS EN LUTTE JUSQU'AUX INSCRIPTIONS !

À peine le premier semestre entamé, que l'on nous parle déjà de l'ouverture en décembre de Parcoursup 2026, comme pour pousser vers la sortie l'édition de 2025. Pas d'accord ! Les bilans rendus publics par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche indiquent que sur près d'un million de candidats, entre 290 000 et 320 000 sont laissés sans aucune proposition d'affectation à l'université, soit 25 000 de plus que l'année dernière. Une sélection toujours plus agressive, rentrée après rentrée, inspirée par la même politique d'écarter des bancs des facs les enfants d'ouvriers et/ou issus de l'immigration, surreprésentés dans le tiers de candidats laissés sur le carreau par la plateforme. En ce qui concerne les candidats à un master, soumis depuis 2022 à la mal nommée plateforme MonMaster, le bilan est aussi désastreux.

Les gouvernements rencontrent à chaque rentrée une résistance tenace. Dans des mobilisations de « sans-facs », constitués en collectifs et soutenus par des militants syndicaux et politiques, des jeunes refusés à l'université s'organisent contre ce tri social. Depuis septembre, leur colère s'est liée à celle des jeunes et des travailleurs qui ont fait grève et ont manifesté contre les projets d'austérité budgétaire. Nombreux ont défilé ensemble aux cris de « Facs ouvertes aux enfants d'ouvriers, facs fermées aux intérêts privés ! ».

Les présidences d'universités, relais des politiques du patronat, ont de leur côté durci le ton. Rendez-vous avec les sans-facs refusés, surveillance et répression accrues sur les campus, refus d'étudier les dossiers sur la base d'une « égalité de traitement entre les candidats » (la mauvaise blague !), elles espèrent essouffler les mobilisations. Mais il n'en est rien, et les collectifs de sans-facs, par leurs actions et rassemblements, ont su leur rappeler qu'une université qui nie le droit à étudier, c'est une université qui doit s'attendre à voir ses conseils envahis et la solidarité s'organiser, s'afficher sur des pancartes réclamant l'inscription immédiate de tous les sans-facs.

Les sans-facs ont très bien compris que c'est l'organisation collective qui peut faire trembler dans les bureaux où l'on voterait promptement, sinon, la promesse d'un avenir de misère.

CORRESPONDANTS • 14/10/2025

Le capitalisme nous fait la guerre : RENVersons-le !

WEEK-END DE FORMATION

29 NOVEMBRE & 30 À PARIS

scanne le QR code pour t'inscrire !

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER)

INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES